

ASSOCIATION LES 3 ETOILES

Siège social : 1 Rue Alphonse Daudet
82170 GRISOLLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

LES 3 ETOILES

A l'assemblée générale de l'association LES 3 ETOILES,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LES 3 ETOILES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la correcte traduction comptable des financements reçus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATIONS RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

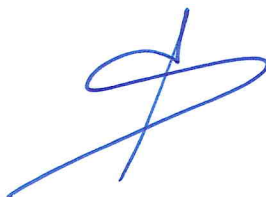
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montauban, le 21 mai 2025

Le commissaire aux comptes,

SARL DRB AUDIT



Sandrine ABADIE

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	31/12/2023
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	1 318,80	1 318,80		78,15
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.	6 610,38	2 847,03	3 763,35	4 703,83
Autres	529,98	529,98		
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL (I)	8 459,16	4 695,81	3 763,35	4 781,98
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	6 327,38		6 327,38	5 709,90
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	70 629,29		70 629,29	61 251,72
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	106 623,61		106 623,61	117 397,85
Charges constatées d'avance	1 017,16		1 017,16	964,79
TOTAL (II)	184 597,44		184 597,44	185 324,26
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	193 056,60	4 695,81	188 360,79	190 106,24

PASSIF

Du 01/01/2024
au 31/12/2024

Du 01/01/2023
au 31/12/2023

FONDS PROPRES

Fonds propres sans droit de reprise

Fonds propres statutaires

Fonds propres complémentaires

Fonds propres avec droit de reprise

Fonds propres statutaires

Fonds propres complémentaires

Ecarts de réévaluation

Réserves

Réserves statutaires ou contractuelles

Réserves pour projet de l'entité

Autres

Report à nouveau

Excédent ou déficit de l'exercice

Situation nette (sous total)

Fonds propres consommables

Subventions d'investissement

Provisions réglementées

TOTAL (I)

95 685,38

94 529,45

-5 928,43

1 155,93

89 756,95

95 685,38

Fonds propres consommables

Subventions d'investissement

Provisions réglementées

3 144,11

4 247,42

TOTAL (I)

92 901,06

99 932,80

FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS

Fonds reportés liés aux legs ou donations

Fonds dédiés

TOTAL (II)

PROVISIONS

Provisions pour risques

Provisions pour charges

TOTAL (III)

21 576,34

20 108,14

21 576,34

20 108,14

DETTES

Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières diverses

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes des legs ou donations

Dettes fiscales et sociales

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes

Instruments de trésorerie

Produits constatés d'avance

TOTAL (IV)

73 883,39

70 065,30

(V)

Ecarts de conversion passif

TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)

188 360,79

190 106,24

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	232 875,38	225 235,07
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	86 275,60	69 999,60
Versements des donateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 530,50	9 671,24
Utilisations des fonds dédiés	97,53	
Autres produits		
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	320 779,01	304 905,91
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock	42 007,40	44 102,19
Autres achats et charges externes		
Aides financières	5 034,40	2 539,82
Impôts, taxes et versements assimilés	211 285,35	199 843,26
Salaires et traitements	64 400,91	53 486,38
Charges sociales	1 018,63	1 469,01
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 468,20	
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	149,81	104,29
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	325 364,70	301 544,95
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-4 585,69	3 360,96
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	347,93	329,02
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	347,93	329,02
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	347,93	329,02

COMPTE DE RÉSULTAT

Le compte de résultat est établi en application des dispositions de l'article 1038 du Code de Commerce, tel qu'interprété par la jurisprudence de la Cour de Cassation, et conformément aux dispositions de l'article 1038 du Code de Commerce, tel qu'interprété par la jurisprudence de la Cour de Cassation.

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-4 237,76	3 689,98
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	419,39	66,71
Sur opérations en capital	1 103,31	1 270,91
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	1 522,70	1 337,62
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 129,37	3 792,67
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	3 129,37	3 792,67
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 606,67	-2 455,05
(VII)		
Participation des salariés aux résultats		
(VIII)		
Impôts sur les bénéfices	84,00	79,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	322 649,64	306 572,55
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	328 578,07	305 416,62
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-5 928,43	1 155,93
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	23 473,79	19 600,29
Bénévolat		
TOTAL	23 473,79	19 600,29
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	22 689,28	16 833,94
Mises à disposition gratuite de biens	784,51	2 766,35
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	23 473,79	19 600,29
TOTAL	-5 928,43	1 155,93

PRÉSENTATION

L'objet social de l'entité :

La Structure Multi Accueil (SMA) "Ma P'tite Planète" gérée par l'association « Les 3 Etoiles » a pour objectif de proposer aux familles un lieu d'accueil et d'éveil pour les enfants de 10 semaines (fin du congé maternité légal) à 4 ans et de développer toutes activités concourant à ce but.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Elle intervient sur le territoire de la communauté de communes de Grand Sud Tarn & Garonne (CCGSTG) et accueille en priorité les enfants dont les familles résident dans les 27 communes suivantes : (Aucamville, Beaupuy, Bessens, Bouillac, Bourret, Campsas, Canals, Comberouger, Dieupentale, Escatalens, Fabas, Finhan, Grisolles, Labastide-Saint-Pierre, Lacourt-Saint-Pierre, Mas-Grenier, Monbéqui, Montbartier, Montech, Nohic, Orgueil, Pompignan, Saint-Sardos, Savenès, Varennes, Verdun sur garonne et Villebrumier). Puis les enfants dont les familles ne résident pas dans la communauté mais y exercent une activité professionnelle et, enfin les enfants dont les familles ni ne résident, ni n'exercent une activité professionnelle, et ce dans la limite des places disponibles.

Les moyens mis en oeuvre :

La structure a une capacité d'accueil de 20 places réparties comme suit :

- 18 places en accueil régulier
- 1 place en accueil occasionnel ou régulier
- 1 place en accueil occasionnel

L'association dispose d'un local mis à disposition par la CCGSTG sur la commune de Grisolles.
Elle emploie 9 salariés et dispose de matériel de puériculture et autre matériel nécessaire à son activité.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 188 360,79 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -5 928,43 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Le chiffre d'affaires provient d'une part des participations familiales, et d'autre part d'organismes publics qui complètent les frais de chaque famille en fonction du régime auquel sont affiliées ces dernières. Ce chiffre d'affaires se décompose donc pour la part afférente à l'exercice 2024 uniquement comme suit :

- Participations familiales : 76 528,33 €
- Adhésion familles : 460 €
- Prestations de la CAF et MSA : 170 039,48€

En sus de ce chiffre d'affaires, l'association tire ses revenus de subventions publiques qui proviennent de :

* Subventions de fonctionnement :

- La communauté de communes de Grand Sud Tarn-et-Garonne pour 25 000 €
- La CAF : 36.876,00 €
- La GSTG subvention exceptionnelle : 5 000 €
- La CAF Bonus attractivité : 19 400 €

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Matériels et outillages	5 à 7 ans ans
- Matériel bureau informatique	3 à 5 ans ans
- Logiciel	2 à 4 ans ans

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

L'association occupe les locaux mis à disposition gracieusement par la Communauté de communes Grand Sud Tarn et Garonne. Cette mise à disposition, ainsi que les frais d'entretien afférents au local font l'objet d'une valorisation annuelle.

En 2024, les charges supplétives s'élèvent à :

- Mise à disposition du local 279 m²: 16.740,00 €
- Entretiens et réparations : 4.046.95 €
- Maintenance : 1.128.90 €
- Fournitures et petits équipements : 773.43 €
- Main d'oeuvre : 784.51 €
- Intérêts : 0,00 €

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations suite à réévaluation	acquisitions
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	1 319		
CORP.	Terrains				
	Constructions				
	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales, agencés & aménagés construct.				
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		6 610		
	Inst. générales, agencés & aménagés divers				
	Autres immos corporelles				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau & mobilier informatique		530		
FIN.	Emballages récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	7 140		
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières				
		TOTAL			
		TOTAL GENERAL	8 459		
CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions par virt poste	Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
INCORP.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL			
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL		1 319	
CORP.	Terrains				
	Constructions				
	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.			6 610	
	Inst. gal. agen. amé. divers				
	Autres immos corporelles				
	Matériel de transport				
	Mat. bureau, inform., mobilier			530	
FIN.	Emb. récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL		7 140	
	Particip. évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts & autres immob. financières				
		TOTAL			
		TOTAL GENERAL		8 459	

CADRE A SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 241	78		1 319
TOTAL	1 241	78		1 319
Terrains				
Constructions				
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels	1 908	940		2 848
Autres immob. corporelles				
Inst. générales agencem. amén.				
Matériel de transport				
Mat. bureau et informatiq., mob.	530			530
Emballages récupérables divers				
TOTAL	2 438	940		3 378
TOTAL GENERAL	3 679	1 019		4 697

CADRE B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Différentiel de durée	DOTATIONS Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	REPRISES Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Mouv. net des amorts fin de l'exercice
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immob. incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
Immo. corp.							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
Emballages réc. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La provision pour départ à la retraite figure dans les comptes annuels.

Elle est estimée à 21 576.34 € chargée.

Les éléments qui sont retenues pour le calcul de cette provision sont :

Méthode prospective (Méthode des unités de crédit projetées)

- * Un départ à 64 ans pour l'ensemble des salariés
- * Un taux de charges sociales de 24,52 % est appliqué (moyenne de l'année)
- * Un taux d'évolution salariale minimum de 1 %
- * Un taux d'actualisation financière annuel des sommes investies de 3.60%

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	6 327	6 327	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	8 035	8 035	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques Autres impôts, taxes & versements assimilés	59 712	59 712	
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
Renvois	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	2 883	2 883	
	Charges constatées d'avance	1 017	1 017	
	TOTAUX	77 974	77 974	
Renvois	(1) Montant des	- Créances représentatives de titres prêtés - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice		
	(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	1 017
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	1 017

PRODUITS À RECEVOIR

Les Autres créances sont composées de :

- 50 772.68 € de solde PSU 2024 à recevoir
- 3 124.00 € de solde MSA 2024 à recevoir
- 8 034.99 € d'IJ à recevoir
- 5 820.00 € de solde Bonus Attractivité à recevoir
- 2 533.79 € de participation de la Comcom au frais de gaz à recevoir (2023 et 2024)
- 303.16 € à recevoir au titre de remboursement de Mutex

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	70 584
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL	70 584

TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Report à nouveau	94 529,45	1 155,93	1 155,93		95 685,38
Excédent ou déficit de l'exercice	1 155,93	-1 155,93	8 224,50	1 155,93	8 224,50
Subventions d'investissement	4 247,42			1 103,31	3 144,11
TOTAUX	99 932,80		9 380,43	2 259,24	107 053,99

A - Produits et charges par origine et destination	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origine				
Produits liés à la générosité du public				
Cotisations sans contrepartie				
Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels				
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
Autres produits liés à la générosité du public				
Produits non liés à la générosité du public				
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage des entreprises				
Contributions financières sans contrepartie				
Autres produits non liés à la générosité du public	234 843,54		226 901,71	
Subventions et autres concours publics	86 275,60		69 999,60	
Reprises sur provisions et dépréciations	1 530,50		9 671,24	
Utilisations des fonds dédiés antérieurs				
TOTAL	322 649,64		306 572,55	
Charges par destination				
Missions sociales				
Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
Frais de recherche de fonds				
Frais d'appel à la générosité du public				
Frais de recherche d'autres ressources				
Frais de fonctionnement	327 475,44		303 868,61	
Dotations aux provisions et dépréciations	1 018,63		1 469,01	
Impôt sur les bénéfices	84,00		79,00	
Reports en fonds dédiés de l'exercice				
TOTAL	328 578,07		305 416,62	
Excédent ou déficit	-5 928,43		1 155,93	

DRB
AUDIT

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

B - Contributions volontaires en nature	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origine				
Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
Contributions volontaires non liées à la générosité du public	23 473,79		19 600,29	
Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	23 473,79		19 600,29	
Charges par destination				
Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
Contributions volontaires à la recherche de fonds	22 689,28		16 833,94	
Contributions volontaires au fonctionnement				
Prestations en nature	784,51		2 766,35	
Personnel bénévole				
TOTAL	23 473,79		19 600,29	

DRB
AUDIT

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	4 402	4 402		
Personnel & comptes rattachés	38 304	38 304		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	28 243	28 243		
Etat & Impôts sur les bénéfices	163	163		
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	2 772	2 772		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)				
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAUX	73 883	73 883		

Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exer.
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

DRB
AUDIT

CHARGES À PAYER

Les dettes fiscales et sociales sont constituées de :

- La provision pour congès payés : 34 714.98 €
- La provision du CET : 21 839.03 €
- La provision Formation Professionnelle Continue : 2 489.95 €

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 339
Dettes fiscales et sociales	59 044
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	63 383

TRANSFERTS DE CHARGES

Les transferts de charges (1 530.50 €) sont constitués de :

- la participation de la communauté des communes au gaz pour 2024 = 1 528.55
- remise de carte de fidélité carrefour pour 1.95 €

DRB
AUDIT

Rémunération des cadres dirigeants de l'association :

Sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant, les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans leur entreprise ou établissement. Il n'existe qu'un seul cadre-dirigeant, dans ce cas de figure, il n'est pas fait mention de sa rémunération car cela reviendrait à communiquer une information individuelle personnelle.

Cotisations et droits d'entrées :

Les parents sont adhérents de l'Association. Pour cela, ils doivent s'être acquittés d'une adhésion annuelle de 20€ (montant établi en 2014) lors de l'inscription définitive de l'enfant. La cotisation est fixée et réévaluée par l'assemblée générale.

Au 31/12/2024, le montant des cotisations s'élève à 460€.

DRB
AUDIT